

**Zeitschrift:** Revue Militaire Suisse  
**Herausgeber:** Association de la Revue Militaire Suisse  
**Band:** 145 (2000)  
**Heft:** 4

**Artikel:** Au sujet de deux textes de Hans Bachofner : politique de sécurité 2000 : réalistes contre utopistes?  
**Autor:** Curtenaz, Sylvain  
**DOI:** <https://doi.org/10.5169/seals-345994>

### **Nutzungsbedingungen**

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. [Siehe Rechtliche Hinweise.](#)

### **Conditions d'utilisation**

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. [Voir Informations légales.](#)

### **Terms of use**

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. [See Legal notice.](#)

**Download PDF:** 29.03.2025

**ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>**

Au sujet de deux textes de Hans Bachofner<sup>1</sup>

## Politique de sécurité 2000: réalistes contre utopistes<sup>2</sup>?

Le nouveau Rapport de politique de sécurité ne fait pas que des heureux, on le sait. A droite, c'est Hans Bachofner qui monte au créneau pour s'opposer aux vues de son contemporain Gustav Däniker.

■ **Maj EMG Sylvain Curtenaz**

Si le second a réussi le coup de maître d'être le «cerveau» de trois rapports de politique de sécurité, l'autre en a toujours été tenu à l'écart. C'est que Bachofner défend une ligne différente, clairement orientée vers une forme d'isolement, qu'il juge salutaire. Le Rapport de politique de sécurité n'est pour lui qu'un fatras de réflexions incomplètes et de conclusions hâtives. La contribution militaire active de notre pays à la sécurité européenne est une grossière erreur, dont la principale conséquence est de limiter notre liberté de manœuvre.

Pourtant, comment ne pas le suivre lorsqu'il fustige les er-

reurs commises au Kosovo, lorsqu'il met le doigt sur la façon erronée de traiter les guerres civiles dans la deuxième moitié du XX<sup>e</sup> siècle, lorsqu'il affirme, livres d'histoire en main, que l'on ne peut mener à bien des guerres déclenchées au nom de seules valeurs? Tout est et reste une question d'équilibre des pouvoirs et de rapports de force. Il ne croit pas non plus à tous ces emplâtres sur les plaies de nos sociétés fragilisées que sont les grands discours pacifistes, les belles démonstrations humanitaires et la guerre «propre».

### Quelle stratégie pour la Suisse?

La réponse de Hans Bachofner est simple: la Suisse est

neutre et doit le rester. Aucune collaboration dans le domaine de la défense ne saurait être envisagée. Si les guerres civiles sont les conflits les plus probables, alors nous ne devons pas y intervenir, à moins que ce soit pour aider, mais en toute impartialité. C'est l'affaire du CICR! Notre armée, toute orientée vers le seul et unique cœur de compétence qu'est le combat, doit devenir un outil flexible. Le contrôle de l'émigration permettra d'éviter que les conflits étrangers ne s'exportent sur notre sol. Le développement et la production de systèmes d'armes complexes doivent rester en nos mains. Notre protection civile et son réseau d'abris se prêtent idéalement à une résistance asymétrique «à la serbe<sup>3</sup>», contre un

<sup>1</sup>Der Krieg ist wieder da – aber wir haben den Respekt verloren (Vortrag, gehalten anlässlich der ordentlichen Generalversammlung der Schweizerzeit Verlags AG am 19. Mai 1999 in Zürich). Schweizerzeit-Schriftenreihe Nr. 33, 1999. «Marschflugkörper für Menschenrechte. Bellum iustum, bellum humanum, causa recta: der moderne Krieg am Ende des Lateins», Schriftenreihe Gesellschaft und Kirche wohin?, Nr. 33, 1999.

<sup>2</sup>Nous empruntons ce titre à John Baylis, qui en fait le sujet de son article «European Security in the Post-Cold War Era: The Continuing Struggle between Realism and Utopianism», European Security, N° 3, 1998. pp. 14-27.

<sup>3</sup>Si l'on admet que les guerres du futur continueront à être influencées par les Etats-Unis, il faut aussi reconnaître que ceux-ci ont déjà rencontré des contre-stratégies efficaces qui les ont placés en situation d'échec, comme au Vietnam, en Somalie ou en Serbie. D. Byman et M. Waxman, dans leur article: «Defeating US Coercion» (Survival, Vol 4./N° 2, 1999. pp. 107-120), mettent quelques-unes de ces stratégies en évidence: faire souffrir la population civile, s'attaquer à la cohésion de la coalition, infliger des pertes et le montrer. Les Russes l'ont bien compris, qui ont neutralisé les réfugiés tchéchènes, en les bloquant sur la périphérie du champ de bataille avant de les forcer à retourner chez eux. Pas d'émigration signifie aussi moins d'intérêt de la part des Occidentaux.

adversaire qui n'ose pas mener le combat au sol, de peur d'avoir des pertes. La stratégie du prix d'entrée élevé reste valable et doit être poursuivie.

Les Occidentaux se sont montrés si peu crédibles dans leur façon de résoudre les conflits que de tels arguments ne sauraient être ignorés. Il ne sert à rien de s'engager dans une guerre, si ce n'est pas pour la gagner. La guerre d'usure menée contre l'Irak l'illustre clairement.

## Des arguments en rupture avec une certaine réalité

Cette argumentation a toutefois deux faiblesses majeures. D'une part, elle ignore les concentrations industrielles liées aux technologies de pointe. Si l'Europe de la défense tarde à se faire, celle de l'économie est plus avancée. Notre pays devrait réaliser d'énormes investissements pour se mettre à niveau et maintenir une capacité industrielle indépendante dans ce domaine. Les Etats européens y ont déjà renoncé et ont choisi d'encourager les concentrations industrielles.

D'autre part, les arguments de Bachofner sont malheureusement politiquement indéfendables. L'humanisme dévoyé

défendu par les démocraties sociales au pouvoir est martelé avec une telle régularité que beaucoup ont fini par y croire. Une volonté clairement affirmée d'isolement serait mal comprise, à l'intérieur comme à l'extérieur du pays. Elle ne figure tout simplement pas à l'ordre du jour.

Par ailleurs, l'OTAN, avec son nouveau concept stratégique, marque un net retour à la préparation d'opérations défensives de type « article 5 ». Ce choix s'accompagne d'un effort politique pour ramener les Européens à un meilleur niveau d'interopérabilité avec les Etats-Unis. Le Partenariat pour la paix est l'outil d'une stratégie de prévention des crises, non celui d'un interventionnisme débridé.

Pour la Suisse, mettre des moyens à disposition de forces multinationales, n'est-ce pas une façon intelligente d'acquiescer de l'expérience et du savoir-faire? L'Armée XXI, par ailleurs, ne relègue pas la défense du territoire aux oubliettes. Elle entend marquer un réel effort sur l'instruction, afin de corriger les erreurs de l'Armée 95 dans ce domaine.

Il faut prendre connaissance des arguments de Hans Bachofner et les replacer dans le contexte du débat actuel sur la stratégie de sécurité que l'on

connaît en Europe. Utopistes et réalistes s'affrontent mais se complètent aussi. Notre Rapport de politique de sécurité est à l'image du pays: prudent et novateur à la fois, il fait la part des choses entre les aspirations légitimes au maintien d'un système qui a fait ses preuves, et la tendance actuelle de l'établissement d'une sécurité collective en Europe.

Nul ne sait ce que sera l'avenir. Cependant, il est clair que nous aurons besoin de forces armées solides, interopérables, capables de mener le combat avec toute la violence requise par la guerre, mais également en mesure de garantir sans compromis l'ordre intérieur contre les violences inter-ethniques ou inter-religieuses, et de renforcer les autorités civiles en cas de catastrophe. Les engagements à l'extérieur, sur la ligne avancée de défense, sont à prendre, non comme une violation de la neutralité, mais comme une chance d'élargir et de pratiquer nos connaissances, tout en contribuant à la sécurité collective, aussi longtemps que celle-ci sera à l'ordre du jour.

L'Armée XXI est porteuse de tous ces espoirs. Il en restera ce que les politiques voudront bien lui laisser. Cela, c'est une autre histoire!

S. Cz.